

Dossier spécial

Effets du niveau de scolarité sur la survie des petites et moyennes entreprises féminines en République du Congo

Rolande Iphigénie Menga Mokombi^a

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v33n2.1798>

RÉSUMÉ. Le présent article a pour visée d'analyser les effets du niveau de scolarité sur la survie des petites et moyennes entreprises féminines en République du Congo. Réalisée à partir des données du Recensement général des très petites, petites et moyennes entreprises (RTPME) de 2017 et conformément au modèle de régression logistique (ou logit), l'analyse a permis d'obtenir au moins deux résultats. Premièrement, le diplôme le plus élevé obtenu par la promotrice améliore la survie des petites et moyennes entreprises féminines en République du Congo. Deuxièmement, l'âge de celle-ci au moment de la création et son accès au financement influencent significativement la survie des PME féminines. Ces résultats conduisent à la formulation de quelques recommandations de politiques économiques.

Mots clés : Niveau de scolarité, survie, PME, femmes, Congo

ABSTRACT. This article analyzes the effects of education on the survival of women founded small and medium-sized businesses in the Republic of the Congo. The analysis, carried out using data from the 2017 survey "Recensement général des très petites, petites et moyennes entreprises (RTPME)" in accordance with the logistic regression (or logit) model, provided at least two results. Firstly, the highest-level diploma obtained by the promoter improves the survival of women founded small and medium-sized businesses in the Republic of the Congo. Secondly, the age of the promoter when founding the business and her access to financing significantly influence the survival of female founded SMEs. These results lead to the formulation of some economic policy recommendations.

Keywords: Level of education, survival, SME, women, Congo

Introduction

L'entrepreneuriat féminin constitue de nos jours un puissant moteur de croissance et de développement économiques, car il renforce la résilience des économies, influence les générations futures et crée des emplois (Cuberes et Teignier, 2016). La réussite des entrepreneurs est souvent associée à la performance des entreprises, laquelle est définie à travers la croissance des activités et la survie des petites et moyennes entreprises (PME) (Syayighanza, 2020). De plus, la survie de l'entreprise constitue la première étape, le critère minimal dans l'accès au succès

d'une entreprise (Tamásy, 2006). Pour Lebègue (2015), les PME féminines apparaissent moins performantes dès lors que le monde des affaires met de plus en plus l'accent sur la nécessité de les accompagner pour leur permettre d'atteindre une croissance et un taux de survie plus élevés.

Dans beaucoup de pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, l'apport potentiel du secteur privé se trouve souvent limité par des contraintes financières et par d'autres obstacles qui affaiblissent non seulement la croissance et les chances de survie des entreprises, mais également leur contribution au

^a Enseignante-chercheuse, Université Marien Ngouabi, Faculté des sciences économiques, Laboratoire de recherches et d'études économiques et sociales (LARES), Brazzaville (République du Congo)

commerce et à la productivité sur les marchés intérieurs (CNUCED, 2022). Or, l'éducation joue un rôle crucial dans l'accès au financement ; en effet, elle représente de nos jours la principale contrainte des PME appartenant à des femmes, comme le souligne un rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA, 2019). Toutefois, le financement à lui seul ne suffit pas pour assurer la performance et la survie des PME. À cela il faudrait associer des femmes entrepreneures possédant un niveau de scolarité suffisant et des compétences adéquates pour analyser les créneaux et pour prendre des décisions en toute connaissance de cause (Islam et Amin, 2016). De plus, le principal défi auquel font face la majorité des pays en développement est de savoir comment motiver les individus à devenir entrepreneurs et comment leur faire acquérir les compétences nécessaires pour transformer les opportunités en entreprise prospère (Chimucheka, 2013).

Selon l'Institut national de la statistique (INS) de la République du Congo et un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2004), les PME peuvent être définies comme étant des entreprises qui possèdent moins de 250 employés, dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros et dont le total de bilan annuel est inférieur à 43 millions d'euros. Par ailleurs, bien que les économistes s'intéressent de plus en plus au concept de survie, la définition de la survie ne fait pas toujours l'unanimité des auteurs. Toutefois, la recherche en entrepreneuriat en présente plusieurs définitions.

Pour Teurlai (2004), la survie représente une période qui va de un à trois ans, temps pour atteindre le succès de l'entreprise. Cependant, Brüderl et ses collègues (1992) considèrent la survie comme la période correspondant aux cinq premières années après la création de l'entreprise. Ciavarella et ses collègues (2004) vont encore un peu plus loin en définissant la survie sur une durée de huit ans. Dans le cadre de ce travail, nous retenons la définition proposée par Brüderl et ses collègues (1992).

Dans la littérature économique, le lien entre l'éducation et la survie des PME donne lieu à des controverses tant sur le plan théorique qu'empirique. Du point de vue théorique, deux groupes d'auteurs s'affrontent. Premièrement, on trouve les auteurs

qui soutiennent que le niveau de scolarité détermine la survie des PME (Ayala Calvo et Manzano García, 2010; Obeng et collab., 2014). Deuxièmement, on trouve les auteurs qui soulèvent que la survie des PME ne relève pas du niveau de scolarité, mais plutôt d'autres facteurs (Ouazzani et Barakat, 2018; Santos et collab., 2020).

Du point de vue empirique, les travaux révèlent des résultats également controversés. Certains démontrent que le niveau de scolarité influence positivement la survie des PME (Ismail-Albalushi et Naqshbandi, 2022). Au contraire, d'autres travaux prouvent que c'est la difficulté d'accès au financement qui rend les entreprises moins pérennes (Gicheva et Link, 2013).

Cependant, considérées comme la cheville ouvrière et le facteur clé du secteur privé, les PME représentent près de 90 % des entreprises et emploient plus de 50 % de la force du travail à travers le monde (Halim, 2020). De même, elles représentent près de 90 % de l'emploi en Afrique, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2016). Or, les PME appartenant à des femmes ne représentent que 40 % des PME africaines (BAD, 2020).

Les PME africaines font face à plusieurs difficultés qui limitent leur survie. Par exemple, leur taux d'échec demeure très élevé : cinq entreprises sur sept échouent dès leur première année (Adcorp, 2014). En effet, selon la Banque africaine de développement (2018), en Afrique du Sud, entre 50 % et 95 % des entreprises nouvellement créées n'atteignent pas une année selon le secteur, tandis qu'en Côte d'Ivoire, 64 % des PME ne dépassent pas leur dixième anniversaire. En outre, la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences énormes sur la chaîne d'approvisionnement, en particulier sur la survie du secteur privé africain (CEA, 2020). En effet, les restrictions imposées par les pays africains pour la prévention, la lutte et l'atténuation des effets n'ont fait qu'augmenter ces conséquences (CEA, 2020). À côté de cela, il faudrait également souligner que les femmes entrepreneures possèdent un capital humain insuffisant (CEA, 2019).

La République du Congo n'échappe pas à cette situation. En effet, il apparaît que 30 % des entreprises ne possèdent que 1 à 5 ans d'existence et que

la plus grande partie des entreprises (plus de 50 %) ont moins de 10 ans d'existence, ce qui semble indiquer que les entreprises disparaissent à mesure qu'on avance dans le temps (DGPD et PNUD, 2015).

Dès lors, au regard du rôle particulièrement important de l'entrepreneuriat féminin sur les économies africaines et de l'importance du capital humain, précisément de l'éducation sur la productivité des individus, il devient intéressant de voir la place primordiale que le niveau de scolarité peut avoir sur la survie des PME appartenant à des femmes en République du Congo. La question centrale de cette recherche est formulée de la manière suivante : Quels sont les effets du niveau de scolarité sur la survie des PME féminines en République du Congo ?

Cet article est organisé en quatre sections : la présentation des PME appartenant à des femmes en République du Congo ; une revue de la littérature économique ; l'approche méthodologique ; et l'interprétation des résultats.

1. Présentation des PME appartenant à des femmes en République du Congo

Aujourd'hui, on recense plusieurs initiatives mises en place afin de promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Il s'agit notamment du récent projet Développement de l'entrepreneuriat féminin (WED) de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du mécanisme de partage des risques d'Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA). Le premier a accru le profit des entreprises dirigées par les femmes de 50 % (OIT, 2016), tandis que le second a alloué à celles-ci plus de 50 millions de dollars en ligne de crédit (BAD, 2019). Successivement à la réalisation de ces projets, il s'avère qu'une entreprise sur trois est détenue par une femme, soit 34 % dans le monde. En Amérique latine et dans les Caraïbes, ce chiffre augmente jusqu'à 50 %. Toutefois, l'Afrique subsaharienne (29 %) et l'Asie du Sud (18 %) présentent une tendance à la baisse (Halim, 2020).

Ainsi, si à l'échelle mondiale cette réalité ne semble pas très alarmante, en République du Congo, il y a matière à réfléchir. En effet, sur l'ensemble des

microentreprises du pays, les femmes n'en possèdent que 20,44 % (MPMEASI et INS, 2017). Néanmoins, la République n'est pas restée de marbre face à cette situation. À cet effet, dès 2008, la Politique Genre a été instaurée dans le but de promouvoir le statut des femmes et l'égalité de chances entre ces dernières et les hommes. À cela s'ajoutent l'arrivée, en 2017, de l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE), qui a pour but de favoriser le climat des affaires en dématérialisant les procédures de création d'entreprises, ainsi que la mise en place, en 2019, du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des très petites, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat (TPMEA).

Entre 2016 et 2020, la proportion d'entreprises créées par les femmes est respectivement passée de 24,61 % à 28,77 % (ACPCE, 2022). En outre, les femmes de 18 à 26 ans (36,84 %) et celles de 27 à 35 ans (30,95 %) sont beaucoup plus actives dans la création d'entreprise que les femmes des autres tranches d'âge (ACPCE, 2022). Par ailleurs, il faudrait souligner l'existence en République du Congo des initiatives telles que la Fondation Sounga et l'association Femmes d'Afrique, Femmes d'Avenir, qui travaillent pour l'indépendance économique des femmes.

2. Revue de la littérature

Cette section renferme deux points : la revue théorique et la revue empirique.

2.1 Revue théorique

Du point de vue théorique, la littérature sur le lien entre l'éducation et la survie des PME ne fait pas l'unanimité des auteurs.

L'éducation comme facteur déterminant de la survie des PME

D'abord, certains mettent en avant l'éducation comme l'un des facteurs déterminants de la survie des PME. Ayala Calvo et Manzano García (2010) attestent que le capital humain influence la survie de la PME. Pour Obeng et ses collègues (2014), le niveau de scolarité de l'entrepreneur assure à ce dernier des connaissances et une expérience qui concourent au succès de l'entreprise. Kundu et

Katz (2003) affirment que, dès les premières années d'existence de l'entreprise, le niveau de scolarité et la volonté d'innover que possède le propriétaire peuvent jouer un rôle important sur la performance, particulièrement en ce qui concerne le taux des ventes et la croissance annuelle de l'exportation, donc la survie.

Ainsi, le niveau de scolarité joue un rôle crucial dans la formation et dans la prise de décision du gérant. Karadag (2017) va plus loin en précisant que l'éducation favorise la croissance de la PME en améliorant ses capacités, car un meilleur niveau de scolarité permet le développement des capacités d'apprentissage. Enfin, Foreman-Peck et ses collègues (2006) affirment que la formation commerciale et financière procure au propriétaire la sagesse nécessaire pour comprendre les besoins du marché, et lui permet d'acquérir les compétences adéquates pour tenir et gérer les comptes commerciaux. Ces attributs vont à leur tour accroître les compétences de l'entrepreneur, le taux de croissance et la survie de la PME.

Au contraire, d'autres auteurs ne considèrent pas l'éducation comme l'un des facteurs de la réussite des PME. Pour expliquer la survie des PME, ils se penchent plutôt du côté des caractéristiques de la PME; des facteurs microenvironnementaux; des facteurs macroenvironnementaux; et des autres caractéristiques sociales de l'entrepreneur.

Les caractéristiques de la PME

Pour Mabenge et ses collègues (2020) ainsi que Dobbs et Hamilton (2007), le succès des PME est lié à certaines de ses caractéristiques. Heshmati (2001) affirme que l'âge de l'entreprise est largement reconnu comme un indicateur de la survie des PME. En effet, l'auteur souligne que l'ancienneté des PME leur permet d'acquérir des expériences, des compétences réunies à travers des années d'exploitation et des modes de fonctionnement qui favorisent le succès de l'entreprise. Dobbs et Hamilton (2007), quant à eux, précisent que l'augmentation de la taille de l'entreprise a des effets positifs sur sa réussite grâce aux changements structurels, à la bureaucratie et à l'apprentissage organisationnel liés à l'augmentation de la taille. Pour Okpara et Wynn (2007), l'emplacement géographique dans lequel opère une PME influence sa réussite à travers la possibilité d'accès

aux marchés et aux ressources (financement, infrastructures, installations et main-d'œuvre).

Les facteurs microenvironnementaux

Selon Yasiukovich et Haddara (2021), la gestion de la relation client-entreprise joue un rôle important sur la réussite de la PME. Pour Santos et ses collègues (2020), la relation avec les fournisseurs constitue un facteur essentiel pour la réussite de l'entreprise, car elle a des impacts sur les modalités de paiement, sur les délais de livraison et sur les coûts de production. Quadir et Jahur (2011) précisent qu'un nombre limité de fournisseurs sur le marché ne favorise pas le succès des PME. De leur côté, Arasti et ses collègues (2014) soutiennent que la réussite de la PME est étroitement liée à l'intensité concurrentielle.

Les facteurs macroenvironnementaux

L'ensemble des facteurs externes à l'entreprise peuvent avoir des impacts sur la PME dans sa phase de démarrage ou pendant son cycle de vie (Gaganis et collab., 2019). Toutefois, ces auteurs soulignent que ces facteurs n'influencent pas forcément les décisions prises à court terme, mais plus souvent les décisions et l'activité à long terme. Si la stabilité politique représente une condition préalable au succès commercial (Gaganis et collab., 2019), en revanche, l'instabilité politique freine les investissements et le développement des entreprises, donc leur succès (Allard et collab., 2013). L'intervention de l'État détermine aussi la réussite de la PME, car elle influence l'offre et la demande au sein d'un marché, et elle met en place des politiques budgétaires et financières qui ont des effets à long terme sur l'économie (Kumar et Singh, 2023). Pour Gaganis et ses collègues (2019) ainsi que Dobbs et Hamilton (2007), le plus important des facteurs macroenvironnementaux demeure l'accès au financement. Selon Kitsios et Kamariotou (2018), l'environnement technologique peut aussi influencer la réussite de la PME. Enfin, Coppa et Sriramesh (2013) soulignent que la réussite d'une PME dépend de l'environnement écologique.

Les autres caractéristiques sociales de l'entrepreneur

D'autres auteurs se penchent du côté des autres caractéristiques de l'entrepreneur – les facteurs socioéconomiques – pour expliquer le succès de la PME. Pour Kautonen et ses collègues (2008), les personnes plus âgées semblent plus aptes à l'entrepreneuriat que les plus jeunes grâce à leurs différents capitaux (humain, social, culturel et financier) accumulés durant la carrière professionnelle. Le sexe du propriétaire peut aussi avoir des impacts sur le succès de la PME (Boden Jr. et Nucci, 2000). Enfin, selon Love et ses collègues (2016), l'expérience antérieure de l'entrepreneur est étroitement liée à la réussite de la PME.

2.2 Revue empirique

Au-delà du débat théorique, de nombreux travaux empiriques ont porté sur les effets de l'éducation sur la survie des PME et ils révèlent des résultats également controversés. D'un côté, on trouve les travaux dont les résultats montrent que l'éducation influence la survie des PME et, de l'autre côté, ceux dont les résultats indiquent que l'éducation ne favorise pas la survie des PME.

L'éducation reconnue comme facteur positif sur la survie des PME

Nombreux sont les travaux qui révèlent que l'éducation a des effets positifs sur la survie des PME. À cet effet, les travaux de Ismail-Albalushi et Naqshbandi (2022) sur les facteurs affectant le succès et la survie des PME au Moyen-Orient aboutissent à deux principaux résultats : le système éducatif détermine la survie des PME et, pour ce faire, l'accent doit être mis sur la culture entrepreneuriale, sur les compétences managériales et sur l'amélioration des procédures nécessaires à la création d'une entreprise.

Pareillement, Karadag (2017), dans son étude sur 188 PME turques, aboutit à la conclusion selon laquelle il existe une corrélation positive entre le niveau de scolarité et la performance financière des PME.

À travers une régression logistique, Djoutsu Wamba et Hikkerova (2014) expliquent le lien entre le profil de l'entrepreneur et la pérennité de son entreprise au Cameroun. Les résultats fournissent l'évidence des

effets significatifs du profil de l'entrepreneur sur la pérennité des entreprises camerounaises.

Concernant les impacts du niveau de scolarité et de l'expérience sur la rentabilité des petites épiceries en Afrique du Sud, Chiliya et Roberts-Lombard (2012) se basent sur une analyse de la variance (ANOVA) à un facteur. Leurs résultats indiquent que le niveau de scolarité, les expériences de travail antérieures, l'âge du propriétaire et la durée de l'exploitation de l'entreprise ont des impacts significatifs sur la rentabilité de la PME.

L'éducation non reconnue comme facteur positif sur la survie des PME

À l'opposé, un grand nombre de travaux montrent que la survie des PME ne dépend pas de l'éducation, mais plutôt d'autres facteurs.

Ainsi, Farsad et Ahsina (2021) vérifient les facteurs de réussite des PME marocaines à partir d'un modèle théorique narratif. Les résultats obtenus révèlent que les facteurs aussi bien internes qu'externes influencent la survie des PME au Maroc.

De même, s'intéressant au lien entre le capital social de l'entrepreneur et la pérennité de l'entreprise, Takoudjou Nimpa et ses collègues (2000) se basent un modèle logit. Leur étude aboutit à deux principaux résultats : le capital social du dirigeant influence positivement et très significativement la pérennité de l'entreprise; et l'appartenance du dirigeant à une organisation professionnelle a des impacts importants sur la probabilité de survie de l'entreprise. Toutefois, ces travaux révèlent également que l'influence du capital social de l'entrepreneur sur la pérennité des PME est plus importante pour les entreprises plus jeunes. De même, l'effet marginal de l'appartenance du dirigeant à une organisation professionnelle est plus marqué pour les entreprises de moins de 10 ans.

En outre, Sambou (2019) examine les facteurs pouvant influencer la pérennité des PME au Sénégal. Pour atteindre l'objectif fixé, une analyse économétrique a été réalisée. Les résultats montrent que les facteurs qui peuvent augmenter la durée d'activité des PME sont le capital financier, les dépenses en biens d'équipements matériels, le chiffre d'affaires et l'accès au crédit. Les principales contraintes de

pérennité des PME sont les difficultés de remboursement des crédits octroyés et d'approvisionnement en énergie, le manque de locaux et la réglementation très contraignante. Aussi, la taille, le statut juridique, la localisation en zone urbaine et les activités exercées déterminent la pérennité des PME.

Au regard de ce qui précède, la notion de survie renvoie à la réussite ou au succès de l'entreprise, laquelle est fonction d'un certain nombre de facteurs.

3. Approche méthodologique

Les données utilisées dans cette étude proviennent des données du Recensement des très petites, petites, moyennes entreprises et artisans (RTPMEA) au Congo de 2017 (RTPMEA 2017). Puisqu'il s'agit d'analyser la survie des entreprises, nous avons filtré le fichier de données pour le restreindre aux entreprises ayant déjà survécu à au moins 3 années d'existence (Djoutsa Wamba et Hikkerova, 2014). Notre fichier de données est donc constitué des entreprises congolaises créées par les femmes entre 1960 et 2014 et survivantes en 2017 lors de l'enquête.

3.1 Description des variables de l'étude

Conformément à la revue de littérature et à la disponibilité des données, nous avons établi un lien entre le profil des promotrices d'entreprise, plus précisément le plus haut diplôme obtenu par celles-ci et la survie de leur entreprise. La survie est appréhendée ici par le nombre d'années d'existence de l'entreprise. Cette variable a été dichotomisée comme suit : 0 = moins de 5 ans et 1 = 5 ans et plus.

D'autres variables telles que l'âge à la création de l'entreprise, le secteur d'activité, le capital social de l'entreprise à sa création, le fait qu'elle fasse de la sous-traitance et qu'elle ait un accès au financement extérieur ont permis de contrôler l'effet du plus haut diplôme obtenu. L'âge à la création de l'entreprise n'a pas été explicitement collecté, mais les données sur l'année de création et sur l'âge de la promotrice au moment de l'enquête ont permis de reconstituer cette information.

3.2 Outils d'analyse économétrique et présentation du modèle

L'approche méthodologique adoptée est inspirée dans une certaine mesure de Djoutsa Wamba et Hikkerova (2014), mais nous avons opté pour l'estimation d'un modèle logistique binaire, en raison du caractère dichotomique de la variable à expliquer (deux modalités). Le modèle économétrique adopté pour mettre en évidence les effets de l'éducation sur la survie des entreprises créées par les femmes congolaises se présente comme suit :

$$\text{Survie} = F(\text{Diplôme}, \text{Âge à la création}, \\ \text{Secteur d'activité}, \\ \text{Capital social à la création}, \text{Sous-traitance}, \\ \text{Accès au financement})$$

La survie est observée selon que l'existence de l'entreprise soit moins de 5 ans ou 5 ans et plus. À l'aide de ces différentes variables explicatives, nous implémentons un modèle logistique binaire.

Spécification mathématique du modèle logistique

La spécification mathématique du modèle logistique binaire est motivée par le fait que la variable dépendante est dichotomique (contient deux modalités codifiées en 0 = moins de 5 ans et en 1 = 5 ans et plus). Théoriquement, le modèle est donné par :

$$\text{Prob}(Y|X_1, X_2, \dots, X_k) = F(X\beta) = \frac{1}{1 + e^{-X\beta}},$$

où X_i représente le vecteur des variables indépendantes, F la fonction logistique et β le paramètre des coefficients.

Dans la pratique, cette spécification est couramment utilisée grâce à la simplicité de sa mise en œuvre. Les paramètres du modèle sont estimés par la méthode du maximum de vraisemblance et ne sont pas interprétables. Seuls les signes des coefficients sont à interpréter. La vraisemblance associée au modèle s'écrit en fonction de chaque modalité de la variable dépendante, sauf de celle utilisée comme référence. De ce fait, l'estimation des paramètres s'effectue en maximisant la log-vraisemblance par rapport aux vecteurs de paramètres $(\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_m)$. La vraisemblance s'écrit donc :

$$\begin{aligned} \log L(y, \beta_1, \beta_2, \dots, \beta_m) = \\ \sum_{i=1}^N \sum_{j=1}^m y_{i,j} x_{i,j} \beta_j - \sum_{i=1}^N \log [1 + \\ \sum_{k=1}^m \exp(x_{i,k} \beta_k)] \end{aligned}$$

(sous l'hypothèse que $\beta_0 = 0$)

4. Résultats

Dans cette section, nous présentons les statistiques descriptives et l'analyse économétrique.

4.1 Les statistiques descriptives

Le but de cette section est de donner les caractéristiques des femmes entrepreneures lors de la création de leur entreprise ainsi que quelques caractéristiques de ces dernières.

Après apurement, nous disposons d'un échantillon constitué de 669 entreprises entre 1960 et 2014 ayant une femme comme promotrice. La plupart des entreprises (62,5 %) ont une durée de vie de 5 ans et plus. Seules 37,5 % ont moins de 5 ans d'existence.

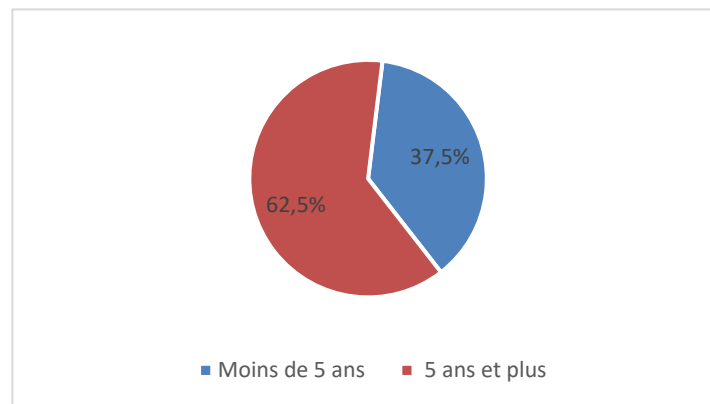


Figure 1 – Répartition des entreprises de l'échantillon selon la durée de survie
Source : Données RTPMEA de 2017, calculs de l'auteur

Ainsi, 39,76 % des promotrices ont créé leur entreprise alors qu'elles étaient âgées de 30 à 40 ans. Elles sont suivies de près par celles l'ayant créée quand elles avaient moins de 30 ans (36,77 %). Seules 4,19 % des femmes ont créé leur entreprise à plus de 50 ans.

Par ailleurs, le certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) est le diplôme le plus fréquemment (40 %) obtenu par ces entrepreneures. Il est suivi de près par le brevet d'études du premier cycle/certificat d'aptitude professionnelle (BEPC/CAP) avec

26,31 %. Ensuite, 1 seule femme sur 10 a un baccalauréat (bac) et moins de 1 sur 100 (0,6 %) possède un diplôme d'études approfondies (DEA)/master. Très peu d'entreprises (2 %) exercent des activités de sous-traitance et seulement 29 % ont un accès au financement. Elles exercent en majorité dans le secteur du commerce (37,22 %), la couture (17,64 %), l'art (20,48 %) ou les autres services (24,22 %; regroupant le transport, la santé, l'éducation, la restauration et la construction).

Caractéristiques		Nbre	%	% cumulé
Tranche d'âge à la création	- de 30 ans	246	36,77	36,77
	30 à 40 ans	266	39,76	73,53
	41 à 50 ans	129	19,28	95,81
	+ de 50 ans	28	4,19	100,00
Diplôme le plus élevé obtenu	Sans diplôme	92	13,75	13,75
	CEPE	267	39,91	53,66
	BEPC/CAP	176	26,31	79,97
	Bac	72	10,76	90,73
	BTS	29	4,33	95,07
	Licence	20	2,99	98,06
	Maîtrise	9	1,35	99,40
	DEA/master	4	0,60	100,00
Sous-traitance	Non	650	97,16	97,16
	Oui	19	2,84	100,00
	Total	669	100,00	
Accès au financement	Non	474	70,85	70,85
	Oui	195	29,15	100,00
Secteur d'activité	Couture	118	17,64	17,64
	Agriculture	3	0,45	18,09
	Art	137	20,48	38,57
	Autres	162	24,22	62,78
	Commerce	249	37,22	100,00
Total		669	100	

Tableau 1 – Caractéristiques des entreprises
Source : Données RTPMEA de 2017, calculs de l'auteur

L'analyse du profil entre le diplôme obtenu et le nombre d'années de survie indique que 62,5 % des promotrices diplômées ou non ont des entreprises

dont la survie est de 5 ans et plus. Suivant les catégories de diplômes, 68,5 % des entreprises ayant 5 ans et plus sont détenues par les promotrices sans diplôme, contre 75 % détenant une licence.

Diplôme obtenu	- de 5 ans	5 ans et +
Sans diplôme	31,5	68,5
CEPE	42,3	57,7
BEPC/CAP	29,6	70,5
Bac	50,0	50,0
BTS	48,3	51,7
Licence	25,0	75,0
Maîtrise	0,0	100,0
DEA/master	50,0	50,0
Total	37,5	62,5

Tableau 2 – Proportion des promotrices diplômées selon le nombre d'années de survie de leur entreprise (%)
Source : Données RTPMEA de 2017, calculs de l'auteur

4.2 L'analyse économétrique

Pour mesurer les effets du niveau de scolarité sur la survie des entreprises congolaises dirigées par les femmes, nous avons estimé un modèle logistique binaire. Conformément à la revue de littérature et à la disponibilité des données, nous avons expliqué la survie de l'entreprise (qui représente le nombre d'années d'existence) par l'âge de l'entrepreneure à la création de l'entreprise, par le secteur d'activité, par le fait qu'elle fasse de la sous-traitance, qu'elle ait un accès au financement extérieur et, enfin, par le plus haut diplôme obtenu par la promotrice.

Le modèle estimé est globalement significatif et présente une statistique du test de Wald χ^2 égale à 45,81, avec une p-value correspondante qui vaut 0,0001 et un pseudo R-carré évalué à 0,0551.

Globalement, les résultats permettent de déceler, avec un seuil de 5 %, que la survie des entreprises dirigées par les femmes au Congo a pour principaux facteurs : le diplôme le plus élevé obtenu par la promotrice, l'âge de celle-ci au moment de la création et l'accès au financement.

Plus précisément, les entreprises créées par des promotrices âgées de 30 ans et plus ont une plus grande probabilité d'avoir une survie de moins de 5 ans, soit plus de 1,5 fois moins de chances de survie.

Tout comme les promotrices ayant 30 ans et plus, les entreprises dont les promotrices ont un diplôme de type CEPE, bac ou brevet de technicien supérieur (BTS) ont plus de risques d'avoir moins de 5 ans de survie que celles dont les promotrices n'ont aucun diplôme. Ce résultat peut sembler contre-intuitif, dans la mesure où la plupart des études soutiennent que les entreprises créées par des personnes diplômées affichent de meilleurs niveaux de longévité. Le même type de relation est apparu dans l'étude de Djoutsa Wamba et Hikkerova (2014) sur la survie des entreprises formelles créées au Cameroun entre 1990 et 2008. Un argument avancé par ces auteurs est que les entreprises gérées par des diplômés supérieurs sont plus innovantes et abordent des marchés plus risqués, alors que celles gérées par des entrepreneurs moins diplômés se situent sur des marchés moins risqués, moins novateurs.

D'un autre côté, les entreprises ayant un accès au financement (*odds ratio* = 1,93) et celles faisant de la sous-traitance (*odds ratio* = 1,05) ont respectivement au moins 2 fois et 1,05 fois plus de chances d'avoir une survie de 5 ans et plus. L'accès au financement et faire de la sous-traitance favorisent donc la survie de l'entreprise.

Le capital social à la création ainsi que le secteur d'activité dans lequel exerce l'entreprise n'ont présenté aucun effet significatif sur la survie de celle-ci.

Moyenne de la variable dépendante	0,619	Ecart type de la variable dépendante	0,486
Pseudo r^2	0,055	Nombre d'observations	658
χ^2	45,811	Prob. > χ^2	0,000
Critère d'information d'Akaike (AIC)	860,663	Critère d'information bayésien (BIC)	936,979

Tableau 3 – Significativité globale du modèle
Source : Données RTPMEA de 2017, calculs de l'auteure

Survie	Coefficient	Odds ratio	Erreur type	z	p>z	Intervalle de confiance 95 %	
Secteur d'activité							
Agriculture	Réf.		Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Art	-0,29	0,75	1,23	-0,23	0,815	-2,70	2,13
Commerce	-0,31	0,73	1,22	-0,25	0,800	-2,70	2,08
Couture	-0,21	0,81	1,23	-0,17	0,863	-2,62	2,20
Autres	-0,01	0,99	1,23	-0,01	0,995	-2,41	2,39
Tranche d'âge à la création							
Moins de 30 ans	Réf.		Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
30 à 40 ans	-0,46	0,63	0,20	-2,35	0,019**	-0,85	-0,08
41 à 50 ans	-0,82	0,44	0,24	-3,39	0,001***	-1,30	-0,35
Plus de 50 ans	-1,08	0,34	0,42	-2,59	0,010**	-1,90	-0,26
Diplôme le plus élevé							
Sans diplôme	Réf.		Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
CEPE	-0,74	0,48	0,27	-2,75	0,006**	-1,26	-0,21
BEPC/CAP	-0,09	0,92	0,29	-0,30	0,761	-0,66	0,48
Bac	-1,02	0,36	0,34	-3,00	0,003***	-1,68	-0,35
BTS	-1,05	0,35	0,48	-2,18	0,029**	-2,00	-0,11
Licence	0,03	1,02	0,59	0,04	0,966	-1,12	1,18
DEA/master	-1,97	0,14	1,14	-1,73	0,084*	-4,20	0,26
Sous-traitance							
Non	Réf.		Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Oui	1,05	2,85	0,64	1,65	0,093*	-0,20	2,29
Accès au financement							
Non	Réf.		Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
Oui	0,66	1,93	0,20	3,34	0,001***	0,27	1,05
Capital social à la création	0,00	1,00	0,00	0,62	0,535	-0,00	0,00
Constante	1,35	3,87	1,25	1,08	0,279	-1,10	3,80

*** = p < 0,01; ** = p < 0,05; * = p < 0,1

Tableau 4 – Estimations des résultats
Source : Données RTPMEA de 2017, calculs de l'auteur

Conclusion

Cet article proposait d'analyser les effets du niveau de scolarité sur la survie des PME appartenant à des femmes en République du Congo. Pour mesurer ces effets, nous avons estimé un modèle de régression logistique binaire.

Les résultats obtenus permettent de déceler que la survie des entreprises dirigées par les femmes au Congo a pour principaux facteurs : le diplôme le plus

élevé obtenu par la promotrice, l'âge de celle-ci au moment de la création et l'accès au financement. Ces résultats corroborent ceux du rapport sur l'entrepreneuriat féminin (CEA, 2019), qui atteste que la grande majorité des entreprises féminines ne maîtrisent pas les outils de gestion nécessaires pour se développer au sein d'un marché concurrentiel. Par conséquent, cela réduit la capacité de mesurer les évolutions de tous les facteurs susceptibles de favoriser ou d'affecter négativement la croissance des activités et du profit.

Recommandations

Ainsi, les autorités devraient mener une politique offrant plus de mesures pour rendre l'accès à l'éducation plus favorable aux femmes en vue d'assurer l'épanouissement des entreprises dirigées par celles-ci et de faciliter leur accès au financement. De plus, les parents et les autorités

devraient améliorer les conditions favorisant la réussite des jeunes filles, aussi bien à l'école qu'à l'université. De même, les autorités devraient mettre en place des actions d'accompagnement spécifiques pour les jeunes femmes entrepreneures afin de leur permettre de pérenniser leur entreprise.

RÉFÉRENCES

- Adcorp. (2014). *International expansion: Integrated annual report 2014*. https://www.adcorp-reports.co.za/ar_2014/index.php
- Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE). (2022). *La dimension territoriale de l'accès à l'emploi*. Observatoire des territoires.
- Allard, F., Amans, P., Bravo-Bouyssy, K. et Loup, S. (2013). L'accompagnement entrepreneurial par les Coopératives d'activité et d'emploi : des singularités à questionner. *Management international*, 17(3), 72-85. <https://doi.org/10.7202/1018268ar>
- Arasti, Z., Zandi, F. et Bahmani, N. (2014). Business failure factors in Iranian SMEs: Do successful and unsuccessful entrepreneurs have different viewpoints? *Journal of Global Entrepreneurship Research*, 4(10), 1-14. <http://www.journal-iger.com/content/4/1/10>
- Ayala Calvo, J. C. et Manzano García, G. (2010). Established business owners' success: Influencing factors. *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 15(03), 263-286. <https://doi.org/10.1142/S1084946710001555>
- Banque africaine de développement (BAD). (2018). *Rapport annuel 2018*. <https://www.afdb.org/sites/default/files/documents>
- Banque africaine de développement (BAD). (2019). *Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA) : que fait AFAWA?* <https://www.afdb.org/fr/themes-et-secteurs/initiatives-et-partenariats>
- Banque africaine de développement (BAD). (2020). *Solutions politiques transformatrices pour soutenir les entreprises dirigées par des femmes en Afrique dans le monde post COVID-19*. <https://www.afdb.org/fr/documents/document-de-politique-generale-solutions-politiques-transformatrices-pour-soutenir-les-entreprises-dirigees-par-des-femmes-en-afrique-dans-le-monde-post-covid-19>
- Boden Jr., R. J. et Nucci, A. R. (2000). On the survival prospects of men's and women's new business ventures. *Journal of Business Venturing*, 15(4), 347-362. [https://doi.org/10.1016/S0883-9026\(98\)00004-4](https://doi.org/10.1016/S0883-9026(98)00004-4)
- Brüderl, J., Preisendorfer, P. et Ziegler, R. (1992). Survival chances of newly founded business organizations. *American Sociological Review*, 57(2), 227-242. <https://doi.org/10.2307/2096207>
- Chiliya, N. et Roberts-Lombard, M. (2012). Impact du niveau d'éducation et d'expérience sur la rentabilité des petites épiceries en Afrique du Sud. *International Journal of Business Management and Economic Research*, 3(1), 462-470. <https://ijbmer.com/docs/volumes/vol3issue1/ijbmer2012030110.pdf>
- Chimucheka, T. (2013). The impact of entrepreneurship education on the establishment and survival of small, micro and medium enterprises (SMMEs). *Journal of Economics*, 4(2), 157-168. <https://doi.org/10.1080/09765239.2013.11884975>
- Ciavarella, M. A., Buchholtz, A. K., Riordan, C. M., Gatewood, R. D. et Stokes, G. S. (2004). The Big Five and venture survival: Is there a linkage? *Journal of Business Venturing*, 19(4), 465-483. <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2003.03.001>
- Commission économique pour l'Afrique (CEA). (2019). *Rapport sur l'entrepreneuriat féminin : éducation et financement, clés de la réussite entrepreneuriale en Afrique*. <https://www.uneca.org/sites/default/files/keymessageanddocuments>
- Commission économique pour l'Afrique (CEA). (2020). *Rapport économique pour l'Afrique : financements innovants pour le développement des entreprises en Afrique*. <https://uneca.org/fr/era2020>
- Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). (2022). *Rapport sur le développement économique en Afrique : repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique – Le rôle de catalyseur des services financiers et des services aux entreprises*. https://unctad.org/system/files/official-document/aldafrica2022_fr.pdf

- Coppa, M. et Sriramesh, K. (2013). Corporate social responsibility among SMEs in Italy. *Public Relations Review*, 39(1), 30-39. <https://doi.org/10.1016/j.pubrev.2012.09.009>
- Cuberes, D. et Teignier, M. (2016). Aggregate effects of gender gaps in the labour market: A quantitative estimate. *Journal of Human Capital*, 10(1), 1-32. <https://doi.org/10.1086/683847>
- Direction générale du Plan et du Développement (DGPD) et Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2015). *Rapport national sur le développement humain 2015 : compétitivité des entreprises, emploi des jeunes et développement humain durable en République du Congo*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/cg/UNDP-CG-RNDH-Congo2015-2016.pdf>
- Djoutsu Wamba, L. et Hikkerova, L. (2014). L'entrepreneur : un input non négligeable pour la pérennité de son entreprise. *Gestion* 2000, 31(4), 111-131. <https://doi.org/10.3917/g2000.314.0111>
- Dobbs, M. et Hamilton, R. T. (2007). Small business growth: Recent evidence and new directions. *International Journal of Entrepreneurial Behaviour and Research*, 13(5), 296-322. <https://doi.org/10.1108/13552550710780885>
- Farsad, M. E. et Ahsina, K. (2021). Modèle de la réussite des PME : une revue narrative de la littérature sur les facteurs de succès et d'échec des PME. *Alternatives managériales économiques*, 3(2), 318-337. <https://doi.org/10.48374/imist.prsm/ame-v3i2.26263>
- Foreman-Peck, J., Makepeace, G. et Morgan, B. (2006). Growth and profitability of small and medium-sized enterprises: Some Welsh evidence. *Regional Studies*, 40(4), 307-319. <https://doi.org/10.1080/00343400600725160>
- Gaganis, C., Pasiouras, F. et Voulgari, F. (2019). Culture, business environment and SMEs' profitability: Evidence from European countries. *Economic Modelling*, 78, 275-292. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2018.12.037>
- Gicheva, D. et Link, A. (2013). Leveraging entrepreneurship through private investments: Does gender matter? *Small Business Economics*, 40(2), 199-210. <https://doi.org/10.1007/s11187-011-9411-y>
- Halim, D. (2020). *L'état de l'entrepreneuriat féminin : les statistiques parlent d'elles-mêmes* [Blogue]. Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/etat-de-lentrepreneuriat-feminin-les-statistiques-parlent-delles-memes>
- Heshmati, A. (2001). On the growth of micro and small firms: Evidence from Sweden. *Small Business Economics*, 17, 213-228. <https://link.springer.com/article/10.1023/A:1011886128912>
- Islam, A. et Amin, M. (2016). Women managers and the gender-based gap in access to education: Evidence from firm-level data in developing countries. *Feminist Economics*, 22(3), 127-153. <https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1081705>
- Ismail-Albalushi, K. et Naqshbandi, M. M. (2022). Factors affecting success and survival of small and medium enterprises in the Middle East. *Knowledge*, 2(3), 525-538. <https://doi.org/10.3390/knowledge2030031>
- Kamla, R. (2013). L'impact de l'éducation à l'entrepreneuriat sur la création et la survie des petites, micro et moyennes entreprises (PMME). *Journal of Economics*, 4(2), 157-168.
- Karadag, H. (2017). The impact of industry, firm age and education level on financial management performance in small and medium-sized enterprises (SMEs): Evidence from Turkey. *Journal of Entrepreneurship in Emerging Economies*, 9(3), 300-314. <https://doi.org/10.1108/JEEE-09-2016-0037>
- Kautonen, T., Down, S. et South, L. (2008). Enterprise support for older entrepreneurs: The case of PRIME in the UK. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 14(2), 85-101. <http://dx.doi.org/10.1108/13552550810863071>
- Kitsios, F. et Kamariotou, M. (2018). Decision support systems and strategic planning: Information technology and SMEs' performance. *International Journal of Decision Support Systems*, 3(1-2), 53-70. <https://doi.org/10.1504/IJDSS.2018.094260>
- Kumar, S. et Singh, P. (2023). Une analyse des programmes gouvernementaux de soutien au développement et à la croissance des petites entreprises. *Scholedge International Journal of Business Policy & Governance*, 10(2), 8-19. <https://dx.doi.org/10.19085/sijbpg100201>
- Kundu, S. K. et Katz, J. A. (2003). Born-international SMEs: BI-level impacts of resources and intentions. *Small Business Economics*, 20(1), 25-47. <https://doi.org/10.1023/A:1020292320170>
- Lebègue, T. (2015). La réussite de carrière entrepreneuriale des femmes. *Revue de l'entrepreneuriat*, 14(1), 93-127. <https://doi.org/10.3917/entre.141.0093>

- Love, J. H., Roper, S. et Zhou, Y. (2016). Experience, age and exporting performance in UK SMEs. *International Business Review*, 25(4), 806-819. <https://doi.org/10.1016/j.ibusrev.2015.10.001>
- Mabenge, B. K., Ngorora-Madzimure, G. P. K. et Makanyeza, C. (2020). Dimensions of innovation and their effects on the performance of small and medium enterprises: The moderating role of firm's age and size. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 34(1), 1-25. <https://doi.org/10.1080/08276331.2020.1725727>
- Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel (MPMEASI) et Institut national de la statistique (INS). (2017). *Recensement des très petites, petites, moyennes entreprises et des artisans : rapport principal*. République du Congo. <https://ins-congo.cg/download/recensement-general-des-entreprises-du-congo>
- Obeng, B. A., Robson, P. et Haugh, H. (2014). Strategic entrepreneurship and small firm growth in Ghana. *International Small Business Journal*, 32(5), 501-524. <https://doi.org/10.1177/0266242612463946>
- Okpara, J. O. et Wynn, P. (2007). Determinants of small business growth constraints in a sub-Saharan African economy. *SAM Advanced Management Journal*, 72(2), 24-35
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2004). *Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE*. Éditions OCDE. <https://www.oecd.org/fr/gouvernementdentreprise>
- Organisation internationale du travail. (2016). *Les femmes au travail : tendances 2016*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_483203.pdf
- Ouazzani, K. E. et Barakat, A. (2018). Les déterminants de la performance et de la survie des entreprises naissantes : une revue de la littérature. *Revue de contrôle de la comptabilité et de l'audit*, 7, 654-672. <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/280/247>
- Quadir, S. N. and Jahur, M. S. (2011). Determinants of success and failure of entrepreneurs of SMEs in Bangladesh-An Explorative Study. *European Journal of Business and Management*, 3(3), 1-15.
- Sambou, C. (2019). Les déterminants de la pérennité des petites et moyennes entreprises sénégalaises. *Revue d'économie théorique et appliquée*, 9(2), 145-164.
- Santos, C. C., Teston, S. F., Zawadzki, P., Lizote, S. A. et Machado, H. P. (2020). Individual absorptive capacity and entrepreneurial intention in successors of rural properties. *Revista de Administração Mackenzie*, 21(3). <https://doi.org/10.1590/1678-6971/eRAMR200045>
- Syavighanza, M. (2020). Compétences entrepreneuriales des femmes et performance des PME à Goma. *Revue de psychologie et des sciences de l'éducation*, 1(1), 221-239. <https://revues.ulpgl.net/index.php/RePSE/article/view/67/26>
- Takoudjou Nimpa, A., Braune, É. et Teulon, F. (2000). Capital social de l'entrepreneur et pérennité de sa PME. *Gestion*, 36(6), 145-160. <https://doi.org/10.3917/g2000.366.0145>
- Tamásy, C. (2006). Determinants of regional entrepreneurship dynamics in contemporary Germany: A conceptual and empirical analysis. *Regional Studies*, 40(4), 365-384. <https://doi.org/10.1080/00343400600612137>
- Teurlai, J.-C. (2004). *Comment modéliser les déterminants de la survie et de la croissance des jeunes entreprises?* [Rapport n° C197]. CRÉDOC. <https://www.credoc.fr/publications/comment-modeliser-les-determinants-de-la-survie-et-de-la-croissance-des-jeunes-entreprises>
- Yasiukovich, S. et Haddara, M. (2021). Social CRM in SMEs: A systematic literature review. *Procedia Computer Science*, 181, 535-544. <https://doi.org/10.1016/j.procs.2021.01.200>